



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 27 FÉVRIER 2014

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Développement Economique,  
Emploi, Formation et Tourisme

L'an deux mille quatorze le vingt sept février à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, 1<sup>ER</sup> Adjoint au Maire de Draguignan, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
85	80	77

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, CHILINI Bernard, VACHALD Sabine, BOYER Liliane, BLANC Pierre, BARRE Françoise, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, VIGNAL Patrick, ROUVIER Georges, SANTONI Jean-Daniel, PARLANTI Alain, PIERRUGUES Géraud, COLOMBANI Anne-Marie, ALRIC Max, ANTONA Dominique, AUGUIN Jutta, CARLETTI Jean-Louis, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Pierre-Yves, DAHOT Marie-Paule, DEMONT Dominique, GELER Abel, GEORGES Fabien, GIBOIN Claude, GIUNCHIGLIA Audrey, GODANO Jacques, GONZALES Nathalie, LEGRAIEN Françoise, MARTIN Hugues, MARTINEZ Encarnacion, MICHEL Jacques, MIGLIOLI Jean-Bernard, PELASSY Michèle, PERON Pascal, PESCE Thierry, POINSIGNON Béatrice, RABEL Max, ROUX Régis, ROSSIGNOL Hubert, SUSINI André, TUMMINO Gilles, VARO Guy, VENTURINI Achille, VIGNAL Renée, VIGREUX Alain, POSSENTI GUY, GRIMALDI Christian, FANELLI Nicole, MOMBAZET Jean-Pierre, COLOMBANI Jean-Marie, BALDECCHI Serge, HUSSER Josaine, HERMET Daniel

Objet de la délibération:  
**Les Arcs-sur-Argens- Parc logistique des Bréguières-Embranchement ferré - Convention Réseau Ferré de France/CAD - Avenant n°1**

**REPRESENTES**

Xavier GUERRINI pouvoir à Georges ROUVIER, Andrée AILLAUD pouvoir à Liliane BOYER, Nadine BRONNER pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Louis DALBERA pouvoir à Max CARZOLI, Danielle DESPREZ pouvoir à Dominique DEMONT, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Mireille KRUPA pouvoir à Françoise BARRE, Jean-Luc MANCHIA pouvoir à Jean-Louis CARLETTI, Jean-Marc MILESI pouvoir à Gilbert GALLIANO, Patricia MIRA pouvoir à Pierre BLANC, Jean PEIRON pouvoir à Jean-Bernard MIGLIOLI, Max PISELLI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphane PLOUARD pouvoir à Béatrice POINSIGNON, Edouard SAUTTER pouvoir à Jacques LECOINTE, Sylvain SENES pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Bernard UGHETTO pouvoir à Bernard CHILINI, Béatrice BUKALA-MERCIER pouvoir à Claude GIBOIN, Evelyne BECQUET pouvoir à GUY POSSENTI

**ABSENTS :**

ARNEODO Jean-Louis, GERMAN Sylvia, JAHAN Béatrice

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Mademoiselle Audrey GIUNCHIGLIA

Transmis le : 13/03/2014

**RAPPORTEUR :** Monsieur Alain PARLANTI

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 18/03/2014

Dans le cadre de la création de l'Installation Terminale Embranchée, 1ère partie (ITE1), permettant le raccordement ferroviaire du Parc logistique des Bréguières aux Arcs sur Argens, une convention de financement a été signée le 28 octobre 2009 entre la Communauté d'Agglomération Dracénoise et Réseau Ferré de France fixant, notamment, les conditions de réalisation du raccordement.

Ladite convention indiquait une certaine consistance de l'opération. Elle mentionnait également un coût d'opération de 915 873 € HT aux conditions économiques de juin 2006 et un besoin de financement, correspondant à la réalisation de l'opération, évalué à 1 087 908 € courants HT, aux conditions économiques de mars 2011.

A la signature de ce contrat, les études d'Avant-Projet/Projet ont pu démarrer. Elles ont ainsi permis de valider la mise en œuvre d'un programme de travaux sensiblement moins coûteux que celui issu des études préliminaires.

A ce titre, il convient donc d'actualiser le contenu, le coût estimatif et le besoin de financement prévisionnel de l'opération tels que décrits dans la convention en s'appuyant sur le nouveau détail estimatif issu du dossier Projet.

Ainsi, un avenant n°1 à la convention de financement n°900383 doit être conclu pour acter ces mises à jour.

Il est donc proposé de remplacer les articles 3.1; 5 et 6.2.1 de la convention initiale par les articles 2.1, 2.2 et 2.3 du projet d'avenant joint en annexe.

Ainsi, le contenu des travaux est celui du dossier Projet et l'estimation du coût de l'opération est fixée, aux conditions économiques de juin 2006, à 400 087 € HT contre 915 873 € HT initialement prévus.

Le besoin de financement est donc évalué à 510 648 € courants HT, sur le périmètre de RFF et sur la base d'une mise en service en mai 2013, contre 1 087 908 € courants HT.

Le présent avenant doit prendre effet à la date de signature par l'ensemble des partenaires et expirera au versement du solde des flux financiers dus à son titre.

La convention de financement n°900383 du 28 octobre 2009 demeure pour le reste inchangée.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission de Développement Économique du 3 décembre 2013, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- approuver le contenu de l'avenant n°1 à la convention de financement n°900383 du 28 octobre 2009, joint en annexe ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant à cette convention ainsi que tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 27 février 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président

1er Adjoint au Maire de Draguignan  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.

Ligne de Marseille à Vintimille  
Gare des Arcs-Draguignan

---

**AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE FINANCEMENT n°900383  
RELATIVE A LA CREATION DE L'INSTALLATION TERMINALE  
EMBRANCHEE (ITE) DU PA DES BREGUIERES**

Le 27/31/2014  
[Signature]  
[Nom]  
[Fonction]  
[Adresse]  
[Code Postal] [Ville]

Entre :

**LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DRACENOISE**, dont le siège est Square Mozart – CS 90 129 – 83004 Draguignan Cedex, représentée par son Président, **Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN**, agissant en vertu de la délibération du conseil de communauté n°2008-13 en date du 4 avril 2008,

Ci-après dénommée dans ce qui suit par « CAD »

Et :

**RESEAU FERRE DE FRANCE**, Etablissement Public Industriel et Commercial, immatriculé au Registre du Commerce de Paris, sous le n°B.412.280.737 - (02 B 08113) dont le siège social est 92 Avenue de France - 75648 PARIS CEDEX 13, désigné dans ce qui suit par « RFF », représenté par Jacques RAPOPORT, son Président, ayant donné délégation à **Monsieur Jacques FROSSARD**, Directeur Régional P.A.C.A.,

d'autre part,

Vu :

- *La loi du 13 février 1997 portant création de l'établissement public Réseau Ferré de France en vue du renouveau du transport ferroviaire,*
- *Le décret du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de RFF,*
- *La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique,*
- *La convention de financement n° 900383 relative à la création de l'installation terminale embranchée (ITE) du PA des Bréguières signée le 28 octobre 2009*

## **PREAMBULE**

La convention de financement initiale relative à la création de l'installation terminale embranchée (ITE) du PA des Bréguières indique un besoin de financement évalué à 1 087 908 € courants HT (estimation aux conditions économiques initiales de réalisation soit mars 2011). Ce montant s'appuie sur le détail estimatif issu de l'étude préliminaire du projet.

La signature de la convention de financement a permis le démarrage des études d'Avant-Projet/Projet. Celles-ci ont permis de valider la mise en œuvre d'un programme de travaux sensiblement moins coûteux que celui issu des études préliminaires. Il convient donc d'actualiser la consistance des travaux ainsi que le besoin de financement de l'opération en s'appuyant sur le nouveau détail estimatif issu du dossier Projet.

**EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

## ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier la consistance de l'opération afin d'y intégrer les travaux tels que définis dans le dossier Projet, ainsi que l'estimation de l'opération et le besoin de financement, ré estimé.

## ARTICLE 2 - MODIFICATION DES CLAUSES CONTRACTUELLES

### 2.1 REMPLACEMENT DE L'ARTICLE 3-1-Ouvrages et équipements à réaliser

Le projet prévoit :

#### Opérations préliminaires

- Installation de chantier.

#### Modification de la V8 en 1ère partie d'ITE

- Dépose d'un panneau de voie de la longueur de l'appareil de voie(23.60m au moins) sur la V10
- Dépose de la BS tg 13 et pose de voie courante en rail de remploi et traverses neuves.
- Dépose d'un panneau de voie et mise en place d'un dérailleur à aiguille flexible modèle 1972 CIN 350.
- Remplacement de traverse en recherche environ 1 sur 5.
- Dépose du heurtoir sur V8.
- Evacuation de vieilles traverses et du ballast

#### Modification de la V6

- Pose du heurtoir déposé sur V6 avec dépose d'un panneau de voie de 10m derrière le heurtoir

#### Signalisations

- Dépose des organes de commande des aiguilles 117 et 121
- Pose d'une pancarte « limite de refoulement »
- Pose de serrures S d'enclenchement des leviers de manœuvre sur l'aiguille E, le dérailleur et le sectionneur.
- Pose d'un signe « fin de caténaire » sur le levier E
- Création d'un point E avec transmetteur à clé relié au poste 1
- Création dans la salle du poste 1 d'un transmetteur à clé relié au point E
- Découverclage et recouverclage de caniveau
- Pose de caniveau à câble
- Création de traversée sous la V6 avec 2 chambres de tirage
- Pose de câble, câblage de circuit électrique
- Dépose et pose de mise au rail sur la nouvelle position du sectionneur
- Dépose et repose des liaisons de retour traction
- Modification des inscriptions du Tableau de Commande Optique(TCO) du poste 1
- Vérifications techniques et essais des installations nouvelles modifiées

#### Télécommunications

- Fourniture, pose et raccordement d'un câble téléphonique
- Fourniture, pose et raccordement d'une carte BL/BC dans le meuble du répartiteur téléphonique
- Paramétrage du meuble CEMU 3

- Acheminement de la liaison téléphonique du répartiteur au meuble CEMU 3
- Qualification de la liaison

#### Caténaires

- Dépose du sectionneur.
- Repose de celui-ci sur le poteau en amont du dérailleur.

#### Options

- Dépose partielle de la caténaire sur V6 : travaux liés à la création de la deuxième partie de l'embranchement.
- Dépose des isolateurs, perches et fil de contact. Mise en place d'un tirant, lié à la dépose de la V6 (hors projet).

### 2.2 REMPLACEMENT DE L'ARTICLE 5– Estimation de l'opération

L'estimation du coût de l'opération, objet de la présente convention de financement, est fixée, aux conditions économiques de juin 2006 à 400 087 € HT (contre 915 873 € HT initialement prévus).

Le détail estimatif est joint en annexe.

### 2.3 REMPLACEMENT DE L'ARTICLE 6.2.1– Besoin de financement prévisionnel

Le besoin de financement relatif à l'objet de la convention est fonction :

- du calendrier prévisionnel de réalisation,
- de l'évolution des prix.

En tenant compte de ces hypothèses, et du coût de l'opération estimé aux conditions économiques de référence et indiqué à l'article 2.2 du présent document, le besoin de financement correspondant à la réalisation de l'opération est évalué à 510 648 € courants HT sur le périmètre RFF, sur la base d'une mise en service (conditions économiques de réalisation) en mai 2013.

Cette contribution étant assimilée à des indemnités de dommages et intérêts, est exonérée de TVA.

### ARTICLE 3 – MESURES D'ORDRE

Les dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent applicables en l'état, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant.

Le présent avenant prendra effet à la date de signature par l'ensemble des partenaires et expirera au versement du solde des flux financiers dus à son titre.

Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre le présent avenant à cette formalité.



Le présent avenant est établi en deux (2) exemplaires originaux : un pour chacun des signataires.

A Marseille, le .....  
Pour Réseau Ferré de France  
Le Directeur Régional PACA

A Draguignan, le .....  
Pour la CAD  
Le Président

**Jacques FROSSARD**

**Olivier AUDIBERT-TROIN**

**ANNEXE : REMPLACEMENT DE L'ANNEXE 2 DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT INITIALE**

TP01	
juin-06	556,9
janv-10	635,2

NATURE	€ constants	Pour information
	€ aux conditions économiques de juin 2006	€ aux conditions économiques de janvier 2010
<b>B - Travaux et approvisionnements</b>	<b>207 091</b>	<b>236 208</b>
Voies	93 284	106 400
Caténaires	20 167	23 002
Télécom	5 879	6 706
Signalisation	87 761	100 100
<b>C - PR provision pour risques</b>	<b>19 010</b>	<b>21 683</b>
<b>Sous total</b>	<b>226 101</b>	<b>257 891</b>
<b>D - Rémunération MOE</b>	<b>137 727</b>	<b>157 091</b>
<b>E - Autres dépenses MOA</b>	<b>10 500</b>	<b>11 976</b>
<b>F – Rémunération MMO</b>	<b>23 769</b>	<b>27 111</b>
<b>TOTAL</b>	<b>398 097</b>	<b>454 069</b>
Rémunération RFF (0,5 %)	1 990	2 270
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>400 087</b>	<b>456 339</b>

Les dépenses des études d'Avant-Projet, de Projet, et des travaux sont évaluées aux conditions économiques de janvier 2010 pour un montant de 456 339 € HT.

Cette même estimation, ramenée aux conditions économiques de juin 2006, est de 400 087 € HT. Elle représente une diminution de 515 786 € HT en comparaison de l'estimation réalisée dans le cadre de l'étude préliminaire et inscrite dans la convention de financement (915 873 € HT aux conditions économiques de juin 2006).